



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément à CPS n°59 – 16 mars 2016

<http://socialisme.free.fr>
e.mail : socialisme@free.f

- Le projet de loi El Khomri doit être retiré dans son intégralité !
- Aucune concertation avec ce gouvernement au service du capitalisme !
- Unité des confédérations ouvrières (CGT, FO), de la FSU et de l'UNEF
pour son retrait total !
- Qu'elles appellent à la manifestation centrale des travailleurs et de la jeunesse
à Paris, où siège le Pouvoir !

On nous communique :

- Intervention du représentant Front unique au Conseil national de la FSU le 15 mars 2016) :

« Le projet de loi El Khomri n'est pas simplement une nouvelle attaque contre la classe ouvrière.

Pour le gouvernement Hollande-Valls-Macron-El Khomri, il s'agit de s'acharner sur ce qui fonde la classe ouvrière comme classe sociale, de pulvériser ses droits codifiés dans le code du travail et les conventions collectives.

Avec l'inversion de la « hiérarchie des normes » qui est la colonne vertébrale de ce projet de loi, les capitalistes et le gouvernement veulent ramener le prolétariat à une masse de travailleurs soumis individuellement à un patron tout puissant. C'est donc un retour en arrière de plusieurs dizaines d'années qui est à l'ordre du jour.

Et c'est pourquoi le patronat et les représentants des partis de la bourgeoisie ont soutenu ce projet de loi. Et c'est pourquoi les travailleurs qui le rejettent en bloc, ont montré leur disponibilité au combat dans les manifestations massives du 9 mars.

Hier une table ronde a réuni autour de Valls les représentants du patronat et des syndicats. Il s'agissait d'abord pour le gouvernement de prouver que son offensive se faisait dans le cadre d'une concertation jamais interrompue.

Le gouvernement a renoncé provisoirement à quelques mesures pour pouvoir afficher le soutien d'organisations qui lui étaient déjà acquises et pour tenter de fissurer le front uni pour le retrait du projet de loi réalisé dans les manifestations du 9 mars.

Mais ce qu'il ressort de la nouvelle version, c'est que même avec quelques « modifications à la marge » comme les a qualifiées Mailly, le projet de loi gouvernemental reste une arme de guerre contre les travailleurs et le code du travail.

Que la direction de la CFDT, dans son jeu de rôle habituel, soutienne la nouvelle formulation du gouvernement n'étonnera personne tant elle ne s'opposait pas déjà en réalité à la précédente et tant son soutien inconditionnel au gouvernement ne s'est jamais démenti. Si quelque chose a pu choquer travailleurs et jeunes c'est que le 23 février, CGT, FSU et UNEF ont signé une déclaration commune avec la CFDT, sur la ligne de celle-ci. Or chacun savait bien que la CFDT se rallierait au gouvernement.

Par la suite, le 3 mars, CGT, FO, FSU et UNEF se sont prononcées pour le retrait du projet de loi El Khomri et pour la réussite des manifestations appelées le 9 mars. Et ce sont ces manifestations du 9 mars où des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes étaient soudés à l'appel de leurs organisations pour le retrait pur et simple du projet de loi travail qui ont affaibli le gouvernement.

Il est aujourd'hui enfin possible de marquer un coup d'arrêt à son cortège d'attaques incessantes. Et que l'issue de ce combat puisse sceller le sort du gouvernement et celui de certaines de ses contre-réformes, comme la réforme du collège, ne peut que constituer un encouragement.

La rupture avec le gouvernement et la mobilisation pour lui infliger une défaite cuisante, c'est bien ce qui est à l'ordre du jour.

Dans une déclaration commune du 14 mars au soir, les organisations signataires ont renouvelé leur appel à mobilisation « pour obtenir le retrait de ce projet de loi ».

Alors les directions des organisations syndicales attachées à la défense des travailleurs et de la jeunesse (et en particulier CGT, FO, FSU et UNEF) doivent déclarer solennellement que le projet de loi travail n'est ni négociable, ni amendable et qu'il doit être immédiatement retiré.

Et elles doivent appeler à la grève et à la manifestation centrale au siège du pouvoir dans les plus brefs délais sur cet objectif : au siège du pouvoir, car chacun sait qu'imposer le retrait du projet El Khomri implique d'affronter et de vaincre le gouvernement. Voilà ce que doit être l'orientation de notre fédération dès maintenant. »

Prises de position d'Assemblées Générales d'étudiants

Clermont-Ferrand le 9 mars :

« L'Assemblée Générale des étudiants auvergnats s'adresse à la direction de l'UNEF pour qu'elle organise, dans les meilleurs délais, la coordination nationale des délégués élus par les assemblées générales étudiantes, afin d'organiser nationalement le combat pour le retrait de la loi El Khomri, en particulier à travers l'organisation de la grève générale des universités. »

--

Montpellier le 15 Mars 350 étudiants :

« L'Assemblée Générale des étudiants de Montpellier se prononce pour le retrait immédiat et non négociable de l'avant projet de loi El Komri. Elle exhorte les directions de l'UNEF et des principales organisations de jeunesse à aider à mettre en place la coordination nationale des délégués élus par les assemblées générales étudiantes afin d'organiser nationalement le combat pour le retrait de la loi El Khomry, en particulier à travers l'organisation de la grève générale des universités.

L'Assemblée Générale des étudiants de Montpellier rappelle aux organisations de jeunesse qu'il est de leur devoir de s'aligner et de respecter les revendications des étudiants qu'ils représentent, c'est-à-dire, comme il apparaît dans les différentes assemblées générales en France :

- Le retrait immédiat et non négociable de la loi travail.
- La levée de l'état d'urgence. »

★